

FORCE OUVRIERE



# L'INCONTOURNABLE N° 99

Tél. 06 12 31 50 62 – 01 55 93 56 15



**LE 22 MARS, TOUTES ET TOUS DANS LA RUE !!!**

## LE 22 MARS PROCHAIN, TOUTES ET TOUS DANS LA RUE !!!

### Défendons Toutes et Tous la Fonction Publique !!!

Le 10 octobre dernier, à l'appel de toutes les Organisations Syndicales, des centaines de milliers d'agents de la Fonction Publique faisaient grève et manifestaient pour des **augmentations** salariales et pour le **dégel** du point d'indice, pour des **créations** d'emplois dans les nombreux services frappés par le sous-effectif et contre le **rétablissement** du jour de carence.



Dans les jours et les semaines qui ont suivi, les seules réponses du Président de la République, du Premier Ministre et du Ministre en charge de la Fonction Publique ont été le maintien de toutes leurs décisions, porteuses de lourdes régressions et la poursuite, à la hussarde, de « CAP 2022 », entreprise de démantèlement des Services Publics.

Sourd aux justes **revendications** portées unitairement le plus souvent, le Gouvernement choisit de franchir un nouveau cap le 1<sup>er</sup> Février dernier à savoir, la volonté d'engager de profonds reculs dès 2019 :

- **Suppression** des CHSCT (par fusion avec les CT) ;
- **Remise en cause** du caractère national des CAP dans la Fonction Publique de l'État et restriction de leurs prorogatives dans les trois versants ;
- Identification de métiers pour lesquels **le recrutement de titulaires ne serait plus la règle** ;
- **Développement** de la part individuelle de la rémunération...

#### LES ORGANISATIONS SYNDICALES EXIGENT :

- Une négociation salariale immédiate pour le dégel de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies et l'augmentation du pouvoir d'achat ;
- L'arrêt des suppressions d'emplois et les créations d'emplois statutaires dans les nombreux services qui en ont besoin et non un plan destiné à accompagner de nouvelles et massives suppressions ;
- Un nouveau plan de titularisation des contractuels, de nouvelles mesures pour combattre la précarité et non pour favoriser son extension comme le préconise le Gouvernement ;
- Des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle ;
- L'abrogation du jour de carence ;
- L'abrogation de l'article 93 du Statut de la FPH qui permet de licencier un Fonctionnaire Hospitalier ;
- La défense et la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers ainsi que l'amélioration de la reconnaissance de la catégorie active et de la pénibilité.

**Ce qui Impose une Rupture Radicale avec les Politiques d'Austérité.**



Sept Organisations Syndicales sur neuf de la Fonction Publique dont l'UIAFP-FO (union inter-fédérale FO de la Fonction Publique) annoncent donc une journée de grève et de mobilisation.

### **CE SERA LE JEUDI 22 MARS 2018.**

Les agents de l'État, de la Territoriale et de l'Hospitalière entendent ainsi répondre aux annonces faites le 1<sup>er</sup> Février dernier par le Gouvernement, mais aussi à celles égrenées depuis le printemps.

Les Fonctionnaires contestent entre autres, le gel des salaires pour 2018, la remise en vigueur du jour de carence, l'annonce de 120 000 suppressions d'emplois via notamment un grand plan de départs, le développement des emplois contractuels ou encore la rémunération au mérite.

Le 6 Février dernier, les neuf organisations de Fonctionnaires se sont réunies en soirée en intersyndicale.

Objectif : Elaborer une réponse à l'ensemble des annonces faites par le gouvernement depuis le printemps. Des annonces vécues comme autant d'attaques contre la Fonction Publique, ses missions et ses Personnels.

**Hormis la CFDT et l'Unsa**, sept syndicats ont décidé que la réponse au Gouvernement prendrait la forme d'une journée de grève et de mobilisation le 22 Mars prochain.

Pour les sept organisations dont l'UIAFP-FO (union inter-fédérale FO de la Fonction Publique), cette prochaine journée d'action doit permettre de combattre les projets du Gouvernement, notamment les dernières mesures annoncées le 1<sup>er</sup> Février.

### **Une volonté de casser le Statut Général ?**

La volonté réelle du Président de la République et du Gouvernement, **est la casse du Statut Général des Fonctionnaires**, commun au trois versants de la Fonction Publique, dont la valeur du point uniforme du point d'indice, le principe de carrière et la séparation du grade et de l'emploi, sont la colonne vertébrale.



L'annonce au printemps dernier d'un gel du point d'indice (base de calcul de l'ensemble des traitements/salaires des agents) en 2018 avait déjà installé la colère.

Et pour cause ! **Les agents ont perdu 16% de pouvoir d'achat depuis 2000**. Ils ont subi six années de gel (de 2010 à 2016), avant une revalorisation minimale de **1,2%** du point et en deux temps (0,6% en Juillet 2016, puis 0,6% en Février 2017).

D'autres annonces ont exacerbé cette colère. Le rétablissement à partir de cette année du jour de carence pour maladie, l'annonce de la suppression de 120 000 postes en cinq ans.

Sans compter que les agents ont dû se battre cet automne pour obtenir au moins un mécanisme de compensation à la hausse de la CSG.

Une compensation et non une hausse du pouvoir d'achat, comme promis au printemps 2017.

En ce début d'année, les Fonctionnaires ont pu constater que leur pouvoir d'achat ne s'améliorait pas, notamment via une hausse de la cotisation retraite.

Le Gouvernement qui propose un nouveau contrat social aux agents et qui a ouvert une grande concertation qui devrait s'étaler sur l'année, annonce en effet des dispositions qui constituent des attaques contre le Statut Général des Fonctionnaires.

Le Gouvernement propose ainsi, entre autres, de mettre en place un grand plan de départs, d'augmenter le nombre de contractuels ou encore de développer la rémunération individualisée **au mérite**.

Le secrétaire général de la Confédération FO, **Jean-Claude Mailly**, s'interroge.

Quelle est la conception du Gouvernement en matière de Service Public ? Est-il réellement attaché à faire respecter les principes Républicains ? A-t-il une vision purement budgétaire ou a-t-il une vision à long terme sur le rôle et les missions du Service Public ?

Depuis de longues années, **la Confédération FO** demande un vrai débat sur les missions du Service Public et leurs moyens nécessaires. Elle demande aussi que soit réalisé un bilan de toutes les réformes (RGPP, MAP, ReATE...). Des réformes qui ont rendu beaucoup de Services Publics exsangues.

## **DEVANT L'AGRESSION GOUVERNEMENTALE CONTRE LE SERVICE PUBLIC, UNE SEULE REPONSE POSSIBLE :**

La construction du rapport de force.

La grève du 22 mars 2018 est la première étape nécessaire que nous devons réussir avec l'ambition de l'amplifier si besoin.

**AVEC FORCE OUVRIERE, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE  
ET EN MANIFESTATIONS LE 22 MARS 2018 !!!**

**HALTE A LA CASSE !!! TOUTES ET TOUS DANS LA RUE !!!**

**RÉSISTER FO**  
**ET NE PAS LÂCHER** *la force syndicale*